

L'esprit de conquête



RAPPORT 2021

SOMMAIRE

Conseil d'Administration & Commissaires aux comptes	3
Rapport du Conseil d'Administration	4
Affectation du résultat	6
Bilan Compte de résultat	7
Notes annexes aux Comptes Sociaux	11
Ventilations et États	13
Rapport général des Commissaires aux comptes	23
Rapport spécial des Commissaires aux comptes	26
Projet des résolutions à soumettre à l'Assemblée Générale Ordinaire du 30 mai 2022	29

CONSEIL D'ADMINISTRATION



Antoun Sehnaoui Président du Conseil d'Administration



Georges Saghbini Membre du Conseil d'Administration



Jean Danckaert Administrateur délégué



Jacques-Henri David Membre du Conseil d'Administration



Nadine Khairallah Représentante permanente de la Compagnie Financière Richelieu

COMMISSAIRES AUX COMPTES

Bettina RAGAZZONI

2, rue de la Lüjerneta 98000 MONACO

Expert-comptable Commissaire aux comptes

Sandrine ARCIN

7, rue de l'Industrie 98000 MONACO

Expert-comptable
Commissaire aux comptes

RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE DU 30 MAI 2022

'année 2021 aura encore mis nos nerfs à rude épreuve à mesure que les statistiques sur la pandémie Covid-19 soufflaient le chaud et le froid. Mi-août 2021, Pékin avait fermé du jour au lendemain l'un des plus grands ports de conteneurs du monde au nom de sa stratégie zéro Covid, accroissant les tensions sur les chaînes d'approvisionnement. Mi-décembre, les 13 millions d'habitants de Xi'an ont été mis sous cloche sanitaire. Les acteurs économiques naviguent à vue au milieu de données politiques, économiques, sociales et sanitaires nombreuses, volatiles et contradictoires.

En 2020, l'activité s'est plus dégradée (- 3,1 %) que ne le prévoyaient la plupart des experts ; un an plus tard, ils étaient les premiers surpris par la rapidité et la vigueur de la reprise (+ 5,9 %). Début 2022, dans les pays de l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques, l'emploi est dynamique, la production industrielle soutenue (hors automobile) et le revenu des ménages plus élevé qu'avant le Covid-19.

Le coronavirus continuera à circuler, à muter et à demeurer un problème comme nous pouvons effectivement le constater en Chine actuellement. Toutefois, le Covid-19 pourrait enfin être jugulé durant l'année, même s'il ne sera pas éradiqué. Suffisamment de personnes auront été vaccinées dans nombre de régions du monde pour surmonter la peur qui pèse sur nous depuis deux ans.

Par ailleurs, notons que la pandémie n'a pas fait disparaître les aléas politiques, au contraire. Citons-en quelques-uns : une majorité républicaine au Congrès américain fin 2022 qui paralyserait Joe Biden ; un accès de l'Iran au feu nucléaire entraînant une riposte préventive israélo-américaine ; une invasion de la Russie en Ukraine mettant l'Europe et l'OTAN au pied du mur était une menace en 2021 et est devenue malheureusement une réalité en ce début 2022 ; une attaque de Pékin contre Taïwan, qui testerait la volonté des Etats-Unis de répondre par les armes à une Chine lui contestant plus que jamais son rang de première puissance mondiale.

Au début de la pandémie, on s'émerveillait des promesses d'un « monde d'après » où l'humanité aurait enfin pris conscience qu'elle court à l'abîme. L'expression a aujourd'hui disparu du vocabulaire.

Il y aura bien un « après-Covid », mais il sera moins fait de ruptures brutales que d'une amplification de tendances en germe avant la pandémie et d'une appropriation de la nouvelle donne : dosage d'achats en ligne, de télétravail, de limitation des longs voyages, de coopération public-privé, de diffusion rapide des technologies... S'impose déjà « The new normal », titre judicieux d'un éditorial de l'hebdomadaire The Economist, convaincu que « l'ère de l'imprévisibilité prévisible ne va pas disparaître ».

Malgré cet environnement des plus incertain, Banque Richelieu Monaco poursuit sa stratégie de croissance et de développement notamment grâce à la qualité de son offre en matière de gestion discrétionnaire et de conseil en investissement. En effet, fin 2021, les avoirs sous mandat représentent 50 % du total des avoirs de la clientèle contre 44 % au 31 décembre 2020.

Les ressources clientèle (liquidités et titres) progressent de 48 %, les placements en liquidités sont en hausse de 47 % tandis que les placements en titres augmentent pour leur part de 49 %.

Le produit net bancaire s'est élevé à 24,6 millions d'euros, en nette progression par rapport à l'année 2020 (+17 %).

En dépit de la forte baisse des taux d'intérêts américains, les revenus d'intérêts de Banque Richelieu Monaco ne diminuent que légèrement (3 %) grâce au développement de l'activité crédit dont l'encours a progressé de 23 % sur la période.

Les droits de garde progressent de 31% tandis que les commissions de gestion perçus, calculées sur les avoirs, sont en hausse de 62 %.

Au niveau transactionnel, les commissions perçues sur les opérations sur titres de la clientèle enregistrent une augmentation de 7 % après une année 2020 historiquement favorisée par la volatilité des marchés boursiers. Les produits générés par les opérations de change sont également en hausse de 35 %.

Le portefeuille titres mis en place en 2015 dans le cadre de l'entrée en vigueur du nouveau ratio de liquidité (LCR) et investi en titres hautement liquides bénéficiant d'une garantie étatique (HQLA) se monte à 22,7 millions d'euros contre 34,4 millions d'euros au 31 décembre 2020.

Ce portefeuille, mobilisable à très brève échéance est une alternative au placement de trésorerie auprès de la Banque Centrale, tout en offrant une rémunération plus avantageuse.

Les charges générales d'exploitation courantes s'élèvent à 18 millions d'euros contre 14,1 millions d'Euros l'exercice précédent (hors éléments non récurrents et indemnité d'administrateur Groupe), soit une progression de 26 % liée au développement de l'activité commerciale et à l'augmentation des loyers (328 %). Elles s'élèvent à 22,6 millions d'Euros, si l'on y inclut les éléments non récurrents et l'indemnité d'administrateur versée à la Compagnie Financière Richelieu à hauteur de 4,6 millions d'euros.

Les dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations sont en hausse de 16 % par rapport à l'exercice précédent, conséquence d'investissements en capacité d'accueil et informatiques.

En conséquence, le résultat d'exploitation ressort à un niveau de 1,8 million d'Euros, identique à celui de l'exercice précédent.

Le résultat net statutaire, après résultat exceptionnel et impôt sur les bénéfices, est de 1,7 million d'Euros par rapport à 1,6 million d'Euros l'exercice précédent.

Après retraitement des éléments non-récurrents et de l'indemnité d'administrateur Groupe, il atteint 6,3 millions d'Euros contre 6,5 millions d'Euros l'exercice précédent.

Le total du bilan de la Banque s'élève à 1.334 millions d'euros, en forte progression de 27 % par rapport à l'exercice précédent, conséquence de la hausse des dépôts de la clientèle de 47 %, qui atteignent 1.097 M€. La part des dettes interbancaires diminue à 14 % contre 25 % à la fin de l'exercice précédent.

Au 31 décembre 2021, les capitaux propres de la Banque sont en légère progression à 32,2 millions d'euros contre 30,5 millions d'euros l'exercice précédent.

Le ratio de liquidité (LCR) calculé sur base individuelle s'établit à 322 % (minimum 100%). Pour rappel, depuis 2018, la banque fait l'objet d'une supervision consolidée du ratio de solvabilité au niveau du Groupe Richelieu.

La Banque poursuivra en 2022 ses efforts de développement commercial en misant toujours sur la qualité de son offre, proposée à une clientèle internationale résidente et non résidente.

En raison de la persistance de l'épidémie de coronavirus, la Banque a maintenu les différentes mesures prévues sur le plan sanitaire.

Ainsi, la clientèle a été accueillie dans les locaux de la Banque selon un protocole strict et une partie des collaborateurs a travaillé à distance sur des équipements sécurisés, permettant de limiter les risques de contamination tout en assurant un fonctionnement normal de l'établissement et le maintien du service à ses clients.

A ce jour, nous n'avons connaissance d'aucun évènement, autre que ceux déjà pris en compte, notamment au titre de l'épidémie de Covid-19, survenu depuis la date de clôture de l'exercice et qui nécessiterait un traitement comptable dans les états financiers, dans l'annexe et dans le rapport du Conseil d'Administration.

Banque Richelieu Monaco applique l'ensemble des mesures issues des sanctions internationales et a mis en œuvre toutes les diligences exigées par ces textes.

Banque Richelieu Monaco n'a, à ce stade identifié aucune exposition significative des actifs sur des émetteurs russes ou ukrainiens. Par ailleurs, Banque Richelieu Monaco n'a pas identifié de risque résultant des conséquences induites par les sanctions prises à l'égard de la Russie pouvant avoir un impact sur les états financiers 2021.

Le Conseil d'Administration remercie le personnel de l'établissement pour ses efforts continus durant cet exercice charnière.

• Le Conseil d'Administration

AFFECTATION DU RÉSULTAT

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION PROPOSE À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE L'AFFECTATION DES RÉSULTATS COMME SUIT :						
Résultat bénéficiaire de l'exercice clos le 31.12.2021	1740 987,35 €					
Report à nouveau créditeur	2 326 224,72€					
RÉSULTAT À AFFECTER	4 067 212,07 €					

AFFECTATION:	
Réserves statutaires	87 049,37 €
Report à nouveau créditeur	3 980 162,70 €
RÉSULTAT AFFECTÉ	4 067 212,07 €

Après affectation du résultat de l'exercice 2021, les capitaux propres de votre Société s'élèveront à 32 244 314,10 € contre 30 503 326,75 € au début de l'exercice.

Au cours de l'exercice 2021, certaines opérations visées à l'article 23 de l'Ordonnance Souveraine du 5 mars 1895 ont été réalisées :

- Opérations courantes et prestations de services réciproques avec des Etablissements ayant des administrateurs communs avec votre Société.
- Créance sur la SAM Richelieu Monaco Conseil et Courtage en Assurance à hauteur de 9 936,79 €, constituée de rétrocessions et d'indemnités à percevoir.
- Indemnité allouée à un administrateur.

Avant de soumettre à votre approbation les comptes de l'exercice 2021, le Conseil d'Administration tient à remercier encore tous les membres du personnel dont l'efficace collaboration a contribué aux résultats de Banque Richelieu Monaco.

• Le Conseil d'Administration

BILAN AU 31 DÉCEMBRE 2021 (En euros)

ACTIF	2021	2020
CAISSE, BANQUES CENTRALES, C.C.P	212 778 786,68	105 968 183,32
 CRÉANCES SUR LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT À vue À terme 	376 395 547,99 180 278 829,46 196 116 718,53	225 775 631,77 153 364 463,96 72 411 167,81
OPÉRATIONS AVEC LA CLIENTÈLE	716 885 626,22	389 738 326,00
Autres concours à la clientèleComptes ordinaires débiteurs	581 481 800,46 135 403 825,76	315 306 846,31 74 431 479,69
OBLIGATIONS ET AUTRES TITRES À REVENU FIXE	22746075,44	40 638 090,27
PARTICIPATIONS ET AUTRES TITRES DÉTENUS À LONG TERME	148 126,92	55 346,80
PARTS DANS LES ENTREPRISES LIÉES	150 000,00	150 000,00
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	276 252,77	109 839,86
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	469 951,07	263 365,93
AUTRES ACTIFS	555 777,25	13 538 617,90
COMPTES DE RÉGULARISATION	3 541 808,44	1 401 044,72
TOTAL ACTIF	1 333 947 952,78	1 053 196 237,14

PASSIF	2021	2020
BANQUES CENTRALES, C.C.P	15 942,00	25 895,00
DETTES ENVERS LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT	193 067 172,55	263 043 015,08
À vueÀ terme	22 432,25 193 044 740,30	0,01 263 043 015,07
OPÉRATIONS AVEC LA CLIENTÈLE	1 096 716 457,09	747 738 081,22
Compte d'épargne à régime spécial	12 753,06	17 166,59
• À vue	12 753,06	17 166,59
Autres dettes	1 096 703 704,03	747 720 914,63
• À vue	762 603 315,25	508 877 148,09
• À terme	334 100 388,78	238 843 766,54
AUTRES PASSIFS	5 347 613,76	662 318,81
COMPTES DE RÉGULARISATION	6 404 003,28	11 071 150,28
FONDS POUR RISQUES BANCAIRES GÉNÉRAUX (FRBG)	152 450,00	152 450,00
CAPITAUX PROPRES HORS FRBG	32 244 314,10	30 503 326,75
Capital souscrit	27 400 000,00	27 400 000,00
Réserves	777 102,03	694 893,56
Report à nouveau	2 326 224,72	764 263,89
Résultat de l'exercice	1740 987,35	1 644 169,30
TOTAL PASSIF	1 333 947 952,78	1 053 196 237,14

HORS-BILAN AU 31 DÉCEMBRE 2021 (En euros)

	2021	2020
ENGAGEMENTS DONNÉS	48 001 160,23	19 916 396,01
Engagements de financement • Engagements en faveur de la clientèle Engagements de garantie	18 497 185,09 18 497 185,09 29 503 975,14	8 713 651,72 8 713 651,72 11 202 744,29
Engagements d'ordre de la clientèle ENGAGEMENTS REÇUS	29 503 975,14 11 548 980,34	11 202 744,29 11 148 980,34
Engagements de garantie Garanties reçues d'établissements de crédit	11 548 980,34 11 548 980,34	11 548 980,34 11 548 980,34

COMPTE DE RÉSULTAT AU 31 DÉCEMBRE 2021 (en euros)

	2021	2020
INTÉRÊTS ET PRODUITS ASSIMILÉS	11 609 097,91	12 503 339,96
Sur opérations avec les établissements de crédit	501 974,03	1 966 154,65
Sur opérations avec la clientèle	10 480 937,84	9 417 846,73
Sur obligations et autres titres à revenu fixe	626 186,04	1 119 338,58
INTÉRÊTS ET CHARGES ASSIMILÉS	-3 132 739,30	-3 797 491,54
Sur opérations avec les établissements de crédit	-2 065 551,92	-1 939 291,63
Sur opérations avec la clientèle	-720 207,75	-1 387 036,29
Sur obligations et autres titres à revenu fixe	-346 979,63	-471 163,62
REVENUS DES TITRES À REVENU VARIABLE	3 000,00	5 000,00
COMMISSIONS (produits)	18 402 287,17	13 904 644,18
COMMISSIONS (charges)	-1 011 687,73	-782 540,07
GAINS SUR OPÉRATIONS DES PORTEFEUILLES DE NÉGOCIATION	7 430,39	37 125,16
De change	7 430,39	37 125,16
AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE	-1 296 286,24	-846 345,95
PRODUIT NET BANCAIRE	24 581 102,20	21 023 731,74
CHARGES GÉNÉRALES D'EXPLOITATION	-22 591 922,78	-19 031 983,04
Frais de personnel	-11 896 345,24	-10 257 602,07
Indemnités d'administrateurs	-4 627 000,00	-4 712 000,00
Autres frais administratifs	-6 068 577,54	-4 062 380,97
DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX DÉPRÉCIATIONS DES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES	-194 611,82	-167 427,87
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	1794 567,60	1824 320,83
RESULTAT D'EXPLOITATION	1794 567,60	1824 320,83
Résultat courant avant impôt	1794 567,60	1824320,83
Résultat exceptionnel	79 205,75	-56 241,53
Impôt sur les bénéfices	-132 786,00	-123 910,00
RESULTAT DE L'EXERCICE	1740 987,35	1 644 169,30

NOTES ANNEXES AUX COMPTES SOCIAUX

(Exercice clos le 31 décembre 2021)

1. Actionnariat

Au 31 décembre 2021, le capital de la Banque d'un montant de 27.400.000 € est constitué de 400.000 actions d'une valeur nominale de 68.50 € détenues par la Compagnie Financière Richelieu S.A. à hauteur de 99,99 %.

2. Principes comptables et méthodes d'évaluation

Les comptes annuels de Banque Richelieu Monaco ont été établis conformément aux dispositions arrêtées par l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution (ACPR) et aux règles prescrites par le règlement n° 2014-07 du 26 novembre 2014 de l'Autorité des Normes Comptables (ANC).

3. Commentaires des postes du bilan et du hors-bilan

3.1. Conversion des opérations en devises

Les postes d'actif, de passif et de hors-bilan exprimés en devises sont convertis en euros sur la base du cours de change ou parités officiels en vigueur à la date de l'arrêté des comptes.

Les écarts résultant de ces conversions sont portés au résultat.

3.2. Dépréciations des créances douteuses

Les dépréciations des créances douteuses sont constituées lorsqu'un risque probable de non-recouvrement total ou partiel apparaît. Ces dépréciations, comptabilisées en déduction de l'actif, sont ajustées périodiquement en fonction de l'évolution des différents dossiers. Le montant des dépréciations pratiquées ne peut être inférieur aux intérêts enregistrés sur les encours douteux et non encaissés.

3.3. Obligations et autres titres à revenu fixe

Le portefeuille titres est constitué de titres d'investissement destinés à être détenus jusqu'à leur échéance. Les primes et décotes correspondant à la différence entre la valeur d'acquisition et la valeur de remboursement de ces titres sont amorties linéairement sur la durée de vie du titre.

3.4. Participations et autres titres détenus à long terme

Conformément aux recommandations de l'Autorité de Contrôle Prudentiel, les certificats d'association du fonds de garantie des dépôts figurent en « Autres titres détenus à long terme ». En conséquence, les produits liés à ces certificats sont présentés en « Revenus des titres à revenu variable ».

3.6. Immobilisations, amortissements et dépréciations

Les immobilisations figurent au bilan pour leur valeur historique diminuée des amortissements cumulés et des dépréciations. Elles sont amorties selon le mode linéaire, sur leur durée d'utilisation.

• Logiciels: 1, 4 ou 5 ans

Matériel informatique : 3 ou 5 ans

Mobilier: 10 ans

• Matériel de bureau, de transport : 5 ans

• Agencements et installations : 3 ou 10 ans

Œuvres d'art amortissables : 20 ans

3.7. Autres actifs

Incluent pour 185 K€ au titre du Fonds de Garantie des Dépôts et de Résolution, 96 K€ de comptes en attente de règlement et 155 K€ de créances sur les Services Fiscaux.

3.8. Comptes de régularisation actifs

Ce poste comprend des charges payées d'avance pour 510 K€, des produits à recevoir pour 2 909 K€ et des sommes en attente de règlement pour 64 K€.

3.9. Autres passifs

Ce poste intègre 4.627K€ d'indemnité administrateur à verser, 431 K€ de charges sociales à payer, 94 K€ dus aux Services Fiscaux ainsi que 104 K€ de sommes en attente de règlement.

3.10. Comptes de régularisation passifs

Ces comptes comprennent pour 3.978 K€ de provisions pour le personnel, 1.125 K€ de commissions sur engagements perçues d'avance, des charges diverses à payer pour 1.020 K€ et des sommes en attente de règlement pour 222 K€.

3.11. Réserves

Conformément à ses statuts, la Banque affecte annuellement à la réserve statutaire un montant égal à 5 % du bénéfice net, jusqu'à ce que le montant de la réserve atteigne 10 % du capital social. Cette réserve n'est pas distribuable.

3.12. Engagements de garantie

Les engagements de garanties données d'ordre de la clientèle en faveur d'établissements de crédit s'élèvent à 29.503 K€.

Les engagements de garanties reçues d'établissements de crédit s'établissent à 11.549 K€ dont 8.100 K€ émis par QUINTET Private Bank (Europe) S.A. en garantie d'un crédit douteux.

3.13. Instruments dérivés

La Banque est amenée à traiter des opérations de change à terme, de swaps de taux d'intérêt et d'options sur actions en tant qu'intermédiaire pour le compte de sa clientèle ou en relation avec des opérations de sa clientèle.

3.14. Engagements de retraite

Les retraites sont prises en charge par des organismes spécialisés auxquels sont régulièrement versées les cotisations patronales et salariales.

Les indemnités de fin de carrière découlant de la Convention Collective Monégasque du Travail du Personnel des Banques sont couvertes par un contrat d'assurance. Les cotisations versées au titre de l'exercice s'élèvent à 19 K€.

4. Commentaires des postes du compte de résultat

4.1. Intérêts et commissions

Les intérêts sont comptabilisés au compte de résultat prorata temporis. Les intérêts impayés font l'objet, en principe, d'une dépréciation déduite des produits d'intérêt. Les commissions sur engagements sont étalées sur la durée de vie de l'encours.

Les commissions sont enregistrées lors de leur exigibilité. Les commissions reçues sont liées principalement à l'activité de gestion de patrimoine. Elles proviennent, pour la majeure partie, de services et de conseils à la clientèle.

Les commissions payées représentent les frais engagés, pour compte de cette même clientèle, auprès des différents intermédiaires financiers.

Les intérêts et commissions sont ventilés selon les états annexés

4.2. Autres charges d'exploitation bancaire

Conformément aux recommandations de l'Autorité de Contrôle Prudentiel, les produits rétrocédés aux apporteurs d'affaires sont inclus dans les autres charges d'exploitation bancaire.

4.3. Charges générales d'exploitation

Les charges générales d'exploitation sont ventilées selon l'état annexé.

4.4. Impôt sur les bénéfices

La Banque est assujettie à l'Impôt sur les Bénéfices au taux de 26.5 % conformément aux dispositions de l'Ordonnance Souveraine n° 3.152 du 19 mars 1964 et l'Ordonnance Souveraine n°7.174 du 24 octobre 2018.

4.5. Effectif

L'effectif du personnel au 31 décembre 2021 était de 66 personnes.

5. Événements survenus après la clôture de l'exercice

Les événements intervenus en 2022 en Ukraine ont eu des répercussions sur l'ensemble de l'économie mondiale, et notamment les places boursières.

La Banque applique l'ensemble des mesures issues des sanctions internationales et a mis en œuvre toutes les diligences exigées par ces textes.

Elle n'a, à ce stade, identifié aucune exposition significative à des actifs sur des émetteurs russes ou ukrainiens.

Par ailleurs la Banque n'a pas identifié de risques résultant des conséquences induites par les sanctions prises à l'égard de la Russie pouvant avoir un impact sur les états financiers 2021.

VENTILATION SELON LA DURÉE RÉSIDUELLE DES CRÉANCES ET DES DETTES AU 31 DÉCEMBRE 2021

(Hors créances et dettes rattachées) (en milliers d'euros)

DUDDIOUES	Durée ≤	3 mois	3 mois < d	urée ≤ 1 an	1 an < duré	ée ≤ 5 ans	Durée > 5 ans		
RUBRIQUES	Euros	Devises	Euros	Devises	Euros	Devises	Euros	Devises	
Créances :									
SUR LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT	59 539	240 593		76 094					
• À vue	59 539	120 739							
À terme		119 853		76 094					
SUR LA CLIENTÈLE	115 183	54 720	100 878	19 336	371 457	11 508	42 338	0	
Autres concours à la clientèle	34 872		100 878	19 336	371 457	11 508	42 338		
 Comptes ordinaires débiteurs 	66 518	54 720							
Créances douteuses	13 793								
OBLIGATIONS ET AUTRES TITRES À REVENU FIXE		3 175	2 932	1 417	14 069		882		
Dettes:									
ENVERS LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT	129 900	79	47 900		15 000				
• À vue		2			15 000				
À terme	129 900	77	47 900						
ENVERS LA CLIENTÈLE	595 264	379 377	68 330	27 800	25 500				
Comptes d'épargne à régime spécial	13								
• À vue	13								
Autres dettes	595 251	379 377	68 330	27 800	25 500	0	0	0	
À vueÀ terme	464 651 130 600	297 952 81 424	68 330	27 800	25 500				

VENTILATION DES CRÉANCES ET DETTES RATTACHÉES, AUTRES ACTIFS ET PASSIFS ET COMPTES DE RÉGULARISATION AU 31 DÉCEMBRE 2021 (en euros)

A	CTIF	EUROS	DEVISES	TOTAL
CI	RÉANCES RATTACHÉES	1 478	1139	1906
•	Créances sur les établissements de crédit Créances sur la clientèle Obligations et autres titres à revenu fixe	1 223 254	169 242 17	169 1 466 271
Αl	JTRES ACTIFS	494	61	556
•	Comptes de règlement relatifs aux opérations sur titres	0	1	1
•	Débiteurs divers	494	61	555
C	OMPTES DE RÉGULARISATION	3 484	0	3 484
•	Charges constatées d'avance	510		510
•	Produits à recevoir	2 909		2 909
•	Autres	64		64

5 456

489

5 946

PASSIF	EUROS	DEVISES	TOTAL
DETTES RATTACHÉES	558	93	651
Banques Centrales, C.C.P.	16		16
 Dettes envers les établissements de crédit 	188	0	189
Dettes envers la clientèle	354	93	446
AUTRES PASSIFS	5 289	59	5 348
 Comptes de règlement relatifs aux opérations sur titres 	3	0	3
Créditeurs divers	5 286	59	5 345
COMPTES DE RÉGULARISATION	3 346	0	6 346
Produits constatés d'avance	1126		1 126
Charges à payer	4 999		4 999
• Autres	222	0	222
TOTAL INCLUS DANS LES POSTES DU PASSIF	12 193	152	12 345

TOTAL INCLUS DANS LES POSTES DE L'ACTIF

ETAT DES PARTS DES ENTREPRISES LIÉES, CRÉANCES ET DETTES AU 31 DÉCEMBRE 2021 (Hors créances et dettes rattachées) (En milliers d'euros)

	So tt		ements	# 55	0	Dépréc	iations	5	
RUBRIQUES	Montant brau 31/12/20: Augmentations	Montant brut au 31/12/2020 Augmentations Diminutions		Montant brut au 31/12/2021	Montant au 31/12/2020	Dotations	Reprises	Montant au 31/12/2021	Valeur résiduelle
ACTIF									
ACTIF		<u>, </u>	,	,		r		,	
PARTS DES ENTREPRISES LIÉES	150			150	0	0	0	0	150
RICHELIEU MONACO CONSEIL ET COURTAGE EN ASSURANCE S.A.M.	150			150	0				150
• Actions (998/1000 actions)	150			150	0			0	150
COMPTES DE RÉGULARISATION (PRODUITS À RECEVOIR)	11	0	1	10					10
Richelieu Monaco									
Conseil et Courtage en Assurance S.A.M.	11		1	10	0			0	10
			_						

PASSIF									
OPÉRATIONS AVEC LA CLIENTÈLE (AUTRES DETTES À VUE)	217	0	0	217					217
Richelieu Monaco Conseil et Courtage en Assurance S.A.M.	217	0		217	0			0	217
TOTAL PASSIF	217	0	0	217					217
TOTAL NET	-56	-0	1	-57	0	0	0	0	-57

160

161

TOTAL ACTIF

0

160

ÉTATS DES IMMOBILISATIONS, DES AMORTISSEMENTS ET DÉPRÉCIATIONS AU 31 DÉCEMBRE 2021 (En milliers d'euros)

		Mouve	ments			Dépréc	iations		e E		
RUBRIQUES	Montant au 31/12/2020	Acquisitions	Cessions	Montant au 31/12/2021	Montant au 31/12/2020	Dotations	Reprises	Montant au 31/12/2021	Valeur résiduelle	Moins Values	Plus Values
LOGICIELS	3 825	12		3 837	3 553	77		3 630	207		
ACOMPTES SUR IMMOBILISATIONS EN COURS	0	69		69				0	69		
TOTAL ACTIFS INCORPORELS	3 825	82	0	3 906	3 553	77		3 630	276		
MOBILIER DE BUREAU	309	35		344	201	17		218	126		
MATÉRIEL DE BUREAU	126	12		137	122	3		125	12		
MATÉRIEL INFORMATIQUE	733	18		750	648	38		686	64		
AGENCEMENTS ET INSTALLATIONS	135	81		216	70	21		91	125		
MATÉRIEL DE TRANSPORT	260		4	260	115	37		151	109		
ACOMPTES SUR IMMOBILISATIONS EN COURS	0	13		13					13		
ŒUVRES D'ART	154			154	130	2		132	21		
Amortissables (auteurs vivants)	132			132	130	2		132	0		
Non amortissables (auteurs décédés)	21			21				0	21		
TOTAL ACTIFS CORPORELS	1 716	158	4	1874	1 287	117	0	1192	470		
										_ :	
TOTAL	5 541	240	0	5 780	4 839	195	0	4 686	746		

ACTIFS GREVÉS AU 31 DÉCEMBRE 2021 (En euros)

Information sur les actifs grevés ou non grevés au bilan de l'établissement.

RUBRIQUES	Valeur comptable des actifs grevés	Juste valeur des actifs grevés	Valeur comptable des actifs non grevés	Juste valeur des actifs non grevés
ACTIFS DE L'ÉTABLISSEMENT DÉCLARANT	32 149 077	0	1 301 798 876	0
PRÊTS À VUE	32 149 077		359 382 091	
INSTRUMENTS DE CAPITAUX PROPRES			298 127	
TITRES DE CRÉANCE			22 746 075	
PRÊTS ET AVANCES AUTRES QUE PRÊTS À VUE			913 002 345	
AUTRES ACTIFS			6 370 238	

Garanties reçues grevées ou disponibles pour être grevées	
Juste valeur des sûretés grevées reçues	32 149 077
Valeur nominale des sûretés reçues disponibles	2 406 717 926
Information sur l'importance des charges pesant sur les actifs grevés	
Autres sources de charges grevant les actifs	32 149 077

ÉTAT DES CRÉANCES ET DÉPRÉCIATIONS CONSTITUÉES EN COUVERTURE D'UN RISQUE DE CONTREPARTIE AU 31 DÉCEMBRE 2021

(En milliers d'euros)

	٦٥	Mouve	ments	au 21	ם כ	Dépréc	ciations	au 21	elle
RUBRIQUES	Montant au 31/12/2020	Acquisitions	Cessions	Montant a 31/12/202	Montant au 31/12/2020 Dotations	Dotations	Reprises	Montant au 31/12/2021	Valeur résiduelle
CRÉANCES DOUTEUSES DE LA CLIENTÈLE	19 261		5 143	14 118	325			325	13 793

ÉVOLUTION DES CAPITAUX PROPRES AU 31 DÉCEMBRE 2021

(En milliers d'euros)

RUBRIQUES	Capital	Réserve statutaire	Report à nouveau	Résultat de l'exercice	TOTAL
SITUATION AU 31/12/2020	27 400	695	764	1 644	30 503
RÉSULTAT À AFFECTER 2020				(1 644)	(1 644)
AFFECTATION DU RÉSULTAT 2020		82	1 562		1644
RÉSULTAT 2021				1741	1 741
SITUATION AU 31/12/2020	27 400	777	2 326	1741	32 244

INFORMATION PRUDENTIELLE SUR LES FONDS PROPRES AU 31 DÉCEMBRE 2021

(En euros)

Méthode de rapprochement des bilans

RUBRIQUES	MONTANT
FONDS PROPRES AU BILAN AU 31/12/2021 AVANT AFFECTATION DU RÉSULTAT 2021 Capital social Réserves légales et statutaires Report à nouveau Résultat	30 503 327 27 400 000 777 102 2 326 225 1 740 987
FONDS POUR RISQUES BANCAIRES GÉNÉRAUX (FRBG)	152 450
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	(276 253)
FONDS PROPRES RÉGLEMENTAIRES AU 31/12/2021	30 379 524

Principales caractéristiques des instruments de fonds propres

FC	ONDS PROPRES DE CATÉGORIE 1	
•	Capital social	27 400 000
•	Type d'instrument	Actions nominatives
•	Valeur nominale de l'instrument	68,50

Informations sur les fonds propres

RUBRIQUES	MONTANT
FONDS PROPRES DE BASE DE CATÉGORIE 1 (CETI) INSTRUMENTS ET RÉSERVES	
• Instruments de fonds propres et comptes de primes d'émission y afférents	27 400 000
Dont instruments de type 1	27 400 000
Autres éléments du résultat global accumulés (et autres réserves, pour inclure les gains et les pertes non réalisés conformément au référentiel comptable applicable)	3 255 777
FONDS PROPRES DE BASE DE CATÉGORIE 1 (CETI) AVANT AJUSTEMENT RÉGLEMENTAIRE	30 655 777
FONDS PROPRES DE BASE DE CATÉGORIE 1 (CET1) AJUSTEMENTS RÉGLEMENTAIRES	
Immobilisations incorporelles (nets des passifs d'impôt associés) (montant négatif)	(276 253)
TOTAL DES AJUSTEMENTS RÉGLEMENTAIRES AUX FONDS PROPRES DE BASE DE CATÉGORIE 1 (CETI)	(276 253)
FONDS PROPRES DE BASE DE CATÉGORIE 1 (CETI)	30 379 524
TOTAL ACTIFS PONDÉRÉS	275 185 461
RATIOS DE FONDS PROPRES FONDS PROPRES DE BASE DE CATÉGORIE 1 (en pourcentage du montant total d'exposition au risque)	11,04%

VENTILATION SELON LA DURÉE RÉSIDUELLE DES OPÉRATIONS DE CHANGE À TERME AU 31 DÉCEMBRE 2021

(En milliers d'euros)

RUBRIQUES	Durée ≤ 1 an	1 an < durée ≤ 5 ans	Durée > 5 ans
EUROS À RECEVOIR CONTRE DEVISES À LIVRER	66 879		
DEVISES À RECEVOIR CONTRE EUROS À LIVRER	68 308		
À LIVRER	1796		

VENTILATION SELON LA DURÉE RÉSIDUELLE DES SWAPS DE TAUX D'INTÉRÊTS AU 31 DÉCEMBRE 2021

(En milliers d'euros)

RUBRIQUES	Durée ≤ 1 an	1 an < durée ≤ 5 ans	Durée > 5 ans
OPÉRATIONS FERMES DE MICRO COUVERTURE RÉALISÉES DE GRÉ À GRÉ	6 200	2 000	

VENTILATION DES PRODUITS ET CHARGES D'INTÉRÊT DE L'EXERCICE 2021

(En milliers d'euros)

RUBRIQUES	Euros	Devises
PRODUITS D'INTÉRÊT SUR OPÉRATIONS	10 010	1 599
 Avec les établissements de crédit Avec la clientèle Sur obligations et autres titres à revenu fixe 	1 9 521 488	501 960 138
CHARGES D'INTÉRÊT SUR OPÉRATIONS	2 786	347
 Avec les établissements de crédit Avec la clientèle 	2 022 503	44 217
Sur obligations et autres titres à revenu fixe	261	86

VENTILATION DES COMMISSIONS SUR OPÉRATIONS DE L'EXERCICE 2021

(En milliers d'euros)

DUDDIOUES	Prod	uits	Charges		
RUBRIQUES	Euros	Devises	Euros	Devises	
Avec la clientèleSur prestations de services	839 13 186	178 3 930	15 705	3 289	

VENTILATION DES CHARGES GÉNÉRALES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE 2021

(En milliers d'euros)

RUBRIQUES	2021	2020
FRAIS DE PERSONNEL	16 523	14 970
Salaires et traitements	9 050	7 896
Rémunérations d'administrateurs	4 627	4 712
Charges sociales:	2 846	2 362
Charges de retraite	1 356	1 061
Autres charges sociales	1 490	1 301
FRAIS ADMINISTRATIFS	6 069	4 062
Impôts et taxes	-65	-24
Locations	2 778	1 294
Rémunérations d'intermédiaires	8	-
Services extérieurs fournis par des sociétés du groupe	203	162
Transports et déplacements	96	88
Autres services extérieurs	3 048	2 542

VENTILATION DE L'EFFECTIF DU PERSONNEL AU 31 DÉCEMBRE 2021

RUBRIQUES	2021	2020
Direction / Cadres supérieursCadres moyensGradés et Employés	27 22 17	27 15 17
TOTAL	66	59

RAPPORT GÉNÉRAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Exercice clos le 31 décembre 2021

Aux Actionnaires,

Conformément aux dispositions de l'article 25 de la loi nº 408 du 20 janvier 1945, nous vous rendons compte, dans le présent rapport, de la mission générale et permanente, qu'en vertu des dispositions de l'article 8 de la susdite loi, vous nous avez confiée par décision de l'Assemblée Générale Ordinaire du 29 juin 2020 pour les exercices 2020, 2021 et 2022.

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs prospectives d'avenir. Certaines de ces mesures, notamment les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C"st dans ce contexte complexe et évolutif que les comptes annuels et documents annexes ont été arrêtés sous la responsabilité du conseil d'administration de la société et mis à notre disposition dans les délais légaux.

Notre mission, qui consiste à exprimer une opinion sur ces comptes annuels, a été accomplie selon les diligences que nous avons estimées nécessaires au regard des normes de la profession et nous a conduits à examiner les opérations réalisées par votre société pendant l'exercice ouvert le 1er janvier 2021 et clos le 31 décembre 2021, le bilan au 31 décembre 2021 et le compte de pertes et profits de l'exercice de douze mois, clos à cette date et l'annexe, présentés selon les prescriptions de la réglementation bancaire.

Ces documents ont été établis suivant les prescriptions légales et selon les mêmes formes et au moyen des mêmes méthodes d'évaluation que l'exercice précédent et arrêtés dans les conditions rappelées précédemment.

Nous avons vérifié les divers éléments composant l'actif et le passif ainsi que les méthodes suivies pour leur évaluation et pour la discrimination des charges et produits figurant dans le compte de pertes et profits.

Notre examen a été effectué conformément aux normes de révision comptable généralement admises, qui prévoient que notre révision soit planifiée et réalisée de manière à obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne sont pas entachés d'irrégularités significatives.

Une révision comptable comprend l'examen, par sondages, de la justification des montants et des informations contenues dans les comptes annuels, l'évaluation de leur présentation d'ensemble ainsi que l'appréciation des principes comptables utilisés et des principales estimations faites par la direction de la société. Nous estimons que ces contrôles étayent correctement notre opinion.

Nous avons aussi vérifié les informations sur les comptes données dans le rapport de votre Conseil d'Administration, les propositions d'affectation des résultats et le respect par la société des dispositions légales et statutaires régissant le fonctionnement de votre Société.

À notre avis, le bilan, le compte des pertes et profits et l'annexe de l'exercice ouvert le 1er janvier 2021 et clos le 31 décembre 2020, qui sont soumis à votre approbation, reflètent d'une manière sincère, en conformité avec les prescriptions légales et les usages professionnels, la situation active et passive de votre société au 31 décembre 2021 ainsi que les opérations et le résultat de l'exercice de douze mois, clos à cette date.

Nous n'avons pas d'observations à formuler sur les informations données dans le rapport de votre conseil d'administration relatives aux comptes.

Les propositions d'affectation des résultats sont conformes aux dispositions de la loi et des statuts.

Nos contrôles n'ont pas révélé d'infraction aux dispositions légales et statutaires régissant le fonctionnement des organes de votre société.

Monaco, le 28 avril 2022

LES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Bettina RAGAZZONI

Sandrine ARCIN

RAPPORT SPÉCIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Exercice clos le 31 décembre 2021

Aux Actionnaires,

Conformément aux dispositions de l'article 24 de la Loi nº 408 du 20 janvier 1945, nous vous présentons un rapport sur les opérations visées à l'article 23 de l'ordonnance souveraine du 5 mars 1895, accomplies pendant l'exercice 2021 et sur les assemblées tenues pendant le même exercice.

I. Opérations visées à l'article 23 de l'Ordonnance Souveraine du 5 mars 1895

Nous vous rappelons qu'il s'agit de toute entreprise ou marché comportant une série de prestations successives de même nature ou de nature analogue, fait avec la société ou pour son compte et dans lequel un administrateur de votre société a un intérêt direct ou indirect.

L'exécution de ces opérations, pendant l'exercice 2021, vous est décrite dans le compte-rendu spécial fait par le Conseil d'Administration de votre société. Nous avons vérifié les informations contenues dans ce rapport et n'avons pas d'observation à formuler à ce sujet.

II. Assemblée tenue au cours de l'exercice

Au cours de l'exercice, vous avez été réunis :

• En Assemblée Générale ordinaire annuelle, le 11 mai 2021, pour statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2020.

Pour cette assemblée, nous avons vérifié :

- Le respect des prescriptions légales et statutaires relatives à sa tenue ;
- L'exécution des résolutions approuvées.

Nous n'avons constaté aucune irrégularité.

Monaco, le 28 avril 2022

LES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Bettina RAGAZZONI

Sandrine ARCIN

RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE DU 30 MAI 2022

L'année 2021 aura encore mis nos nerfs à rude épreuve à mesure que les statistiques sur la pandémie Covid-19 soufflaient le chaud et le froid. Mi-août 2021, Pékin avait fermé du jour au lendemain l'un des plus grands ports de conteneurs du monde au nom de sa stratégie zéro Covid, accroissant les tensions sur les chaînes d'approvisionnement. Mi-décembre, les 13 millions d'habitants de Xi'an ont été mis sous cloche sanitaire. Les acteurs économiques naviguent à vue au milieu de données politiques, économiques, sociales et sanitaires nombreuses, volatiles et contradictoires.

En 2020, l'activité s'est plus dégradée (- 3,1 %) que ne le prévoyaient la plupart des experts ; un an plus tard, ils étaient les premiers surpris par la rapidité et la vigueur de la reprise (+ 5,9 %). Début 2022, dans les pays de l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques, l'emploi est dynamique, la production industrielle soutenue (hors automobile) et le revenu des ménages plus élevé qu'avant le Covid-19.

Le coronavirus continuera à circuler, à muter et à demeurer un problème comme nous pouvons effectivement le constater en Chine actuellement. Toutefois, le Covid-19 pourrait enfin être jugulé durant l'année, même s'il ne sera pas éradiqué. Suffisamment de personnes auront été vaccinées dans nombre de régions du monde pour surmonter la peur qui pèse sur nous depuis deux ans.

Par ailleurs, notons que la pandémie n'a pas fait disparaître les aléas politiques, au contraire. Citons-en quelques-uns : une majorité républicaine au Congrès américain fin 2022 qui paralyserait Joe Biden ; un accès de l'Iran au feu nucléaire entraînant une riposte préventive israélo-américaine ; une invasion de la Russie en Ukraine mettant l'Europe et l'OTAN au pied du mur était une menace en 2021 et est devenue malheureusement une réalité en ce début 2022 ; une attaque de Pékin contre Taïwan, qui testerait la volonté des Etats-Unis de répondre par les armes à une Chine lui contestant plus que jamais son rang de première puissance mondiale.

Au début de la pandémie, on s'émerveillait des promesses d'un « monde d'après » où l'humanité aurait enfin pris conscience qu'elle court à l'abîme. L'expression a aujourd'hui disparu du vocabulaire.

Il y aura bien un « après-Covid », mais il sera moins fait de ruptures brutales que d'une amplification de tendances en germe avant la pandémie et d'une appropriation de la nouvelle donne : dosage d'achats en ligne, de télétravail, de limitation des longs voyages, de coopération public-privé, de diffusion rapide des technologies... S'impose déjà « The new normal », titre judicieux d'un éditorial de l'hebdomadaire The Economist, convaincu que « l'ère de l'imprévisibilité prévisible ne va pas disparaître ».

Malgré cet environnement des plus incertain, Banque Richelieu Monaco poursuit sa stratégie de croissance et de développement notamment grâce à la qualité de son offre en matière de gestion discrétionnaire et de conseil en investissement. En effet, fin 2021, les avoirs sous mandat représentent 50% du total des avoirs de la clientèle contre 44% au 31 décembre 2020.

Les ressources clientèle (liquidités et titres) progressent de 48 %, les placements en liquidités sont en hausse de 47 % tandis que les placements en titres augmentent pour leur part de 49 %.

Le produit net bancaire s'est élevé à 24,6 millions d'euros, en nette progression par rapport à l'année 2020 (+17 %).

En dépit de la forte baisse des taux d'intérêts américains, les revenus d'intérêts de Banque Richelieu Monaco ne diminuent que légèrement (3 %) grâce au développement de l'activité crédit dont l'encours a progressé de 23 % sur la période.

Les droits de garde progressent de 31% tandis que les commissions de gestion perçus, calculées sur les avoirs, sont en hausse de 62 %.

Au niveau transactionnel, les commissions perçues sur les opérations sur titres de la clientèle enregistrent une augmentation de 7 % après une année 2020 historiquement favorisée par la volatilité des marchés boursiers. Les produits générés par les opérations de change sont également en hausse de 35 %.

Le portefeuille titres mis en place en 2015 dans le cadre de l'entrée en vigueur du nouveau ratio de liquidité (LCR) et investi en titres hautement liquides bénéficiant d'une garantie étatique (HQLA) se monte à 22,7 millions d'euros contre 34,4 millions d'euros au 31 décembre 2020. Ce portefeuille, mobilisable à très brève échéance est une alternative au placement de trésorerie auprès de la Banque Centrale, tout en offrant une rémunération plus avantageuse.

Les charges générales d'exploitation courantes s'élèvent à 18 millions d'euros contre 14,1 millions d'Euros l'exercice précédent (hors éléments non récurrents et indemnité d'administrateur Groupe), soit une progression de 26 % liée au développement de l'activité commerciale et à l'augmentation des loyers (328%). Elles s'élèvent à 22,6 millions d'Euros, si l'on y inclut les éléments non récurrents et l'indemnité d'administrateur versée à la Compagnie Financière Richelieu à hauteur de 4,6 millions d'euros.

Les dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations sont en hausse de 16 % par rapport à l'exercice précédent, conséquence d'investissements en capacité d'accueil et informatiques.

En conséquence, le résultat d'exploitation ressort à un niveau de 1,8 million d'Euros, identique à celui de l'exercice précédent.

Le résultat net statutaire, après résultat exceptionnel et impôt sur les bénéfices, est de 1,7 million d'Euros par rapport à 1,6 million d'Euros l'exercice précédent.

Après retraitement des éléments non-récurrents et de l'indemnité d'administrateur Groupe, il atteint 6,3 millions d'Euros contre 6,5 millions d'Euros l'exercice précédent.

Le total du bilan de la Banque s'élève à 1.334 millions d'euros, en forte progression de 27 % par rapport à l'exercice précédent, conséquence de la hausse des dépôts de la clientèle de 47 %, qui atteignent 1.097 M€. La part des dettes interbancaires diminue à 14% contre 25 % à la fin de l'exercice précédent.

Au 31 décembre 2021, les capitaux propres de la Banque sont en légère progression à 32,2 millions d'euros contre 30,5 millions d'euros l'exercice précédent.

Le ratio de liquidité (LCR) calculé sur base individuelle s'établit à 322 % (minimum 100%). Pour rappel, depuis 2018, la banque fait l'objet d'une supervision consolidée du ratio de solvabilité au niveau du Groupe Richelieu.

La Banque poursuivra en 2022 ses efforts de développement commercial en misant toujours sur la qualité de son offre, proposée à une clientèle internationale résidente et non résidente.

En raison de la persistance de l'épidémie de coronavirus, la Banque a maintenu les différentes mesures prévues sur le plan sanitaire.

Ainsi, la clientèle a été accueillie dans les locaux de la Banque selon un protocole strict et une partie des collaborateurs a travaillé à distance sur des équipements sécurisés, permettant de limiter les risques de contamination tout en assurant un fonctionnement normal de l'établissement et le maintien du service à ses clients.

A ce jour, nous n'avons connaissance d'aucun évènement, autre que ceux déjà pris en compte, notamment au titre de l'épidémie de Covid-19, survenu depuis la date de clôture de l'exercice et qui nécessiterait un traitement comptable dans les états financiers, dans l'annexe et dans le rapport du Conseil d'Administration.

Banque Richelieu Monaco applique l'ensemble des mesures issues des sanctions internationales et a mis en œuvre toutes les diligences exigées par ces textes.

Banque Richelieu Monaco n'a, à ce stade identifié aucune exposition significative des actifs sur des émetteurs russes ou ukrainiens. Par ailleurs, Banque Richelieu Monaco n'a pas identifié de risque résultant des conséquences induites par les sanctions prises à l'égard de la Russie pouvant avoir un impact sur les états financiers 2021.

Le Conseil d'Administration remercie le personnel de l'établissement pour ses efforts continus durant cet exercice charnière.

• Le Conseil d'Administration

PROJET DES RÉSOLUTIONS À SOUMETTRE À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE DU 30 MAI 2022

PREMIERE RÉSOLUTION

L'Assemblée Générale Ordinaire, après avoir entendu la lecture des rapports du Conseil d'Administration et des Commissaires aux Comptes sur l'exercice 2021 et pris connaissance du bilan et des comptes de résultats arrêtés au 31 décembre 2021, approuve les dits rapports et comptes qui lui sont présentés ainsi que les opérations qu'ils traduisent ou résument

DEUXIÈME RÉSOLUTION

L'Assemblée Générale Ordinaire, après avoir entendu la lecture du rapport des Commissaires aux Comptes sur les opérations visées à l'article 23 de l'Ordonnance Souveraine du 5 Mars 1895, prend acte des opérations intervenues entre la société et ses Administrateurs et déclare les approuver sans réserve.

Elle renouvelle aux Administrateurs, pour l'exercice en cours, l'autorisation prévue par ladite Ordonnance.

TROISIÈME RÉSOLUTION

L'Assemblée Générale, approuvant la proposition du Conseil d'Administration, décide d'affecter, comme suit, les résultats :

Résultat bénéficiaire de l'exercice clos le 31.12.2021	1 740 987,35 €
Report à nouveau créditeur	2 326 224,72 €
Résultat à affecter	4 067 212, 07 €

Affectation:

Réserves statutaires	87 049,37 €
Report à nouveau créditeur	3 980 162,70 €
Résultat affecté	4 067 212, 07 €

QUATRIÈME RÉSOLUTION

L'Assemblée Générale Ordinaire donne aux Administrateurs quitus de l'exécution de leur mandat pour l'exercice 2021. Elle approuve par ailleurs le montant des indemnités d'Administrateur.

CINQUIÈME RÉSOLUTION

L'Assemblée Générale autorise un relèvement du plafond de rémunération variable à deux fois la rémunération fixe pour l'ensemble de la population régulée à savoir ceux dont les activités professionnelles ont une incidence significative sur le profil de risque de l'établissement au sens de l'article L.511-71 du Code Monétaire et Financier. Cette décision restera en vigueur tant que l'Assemblée Générale ne l'aura pas remise en cause.

SIXIÈME RÉSOLUTION

L'Assemblée Générale approuve l'enveloppe globale des rémunérations de toutes natures versées durant l'exercice écoulé aux personnes mentionnées à l'article L.511-71 du code monétaire et financier.

SEPTIÈME RÉSOLUTION

L'Assemblée Générale décide de procéder à la nomination en qualité d'Administrateur pour une durée de six ans, soit jusqu'à l'Assemblée Générale Ordinaire appelée à statuer en 2028 sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2027 de :

Monsieur Thierry PASCAULT

Né le 18 février 1950

De nationalité française

Résident au 10 rue de Montesquiou, à Saint-Cloud (92210)

Monsieur Thierry PASCAULT ainsi nommé a fait savoir qu'il acceptait ce mandat et qu'il remplissait les conditions légales et réglementaires pour son exercice.

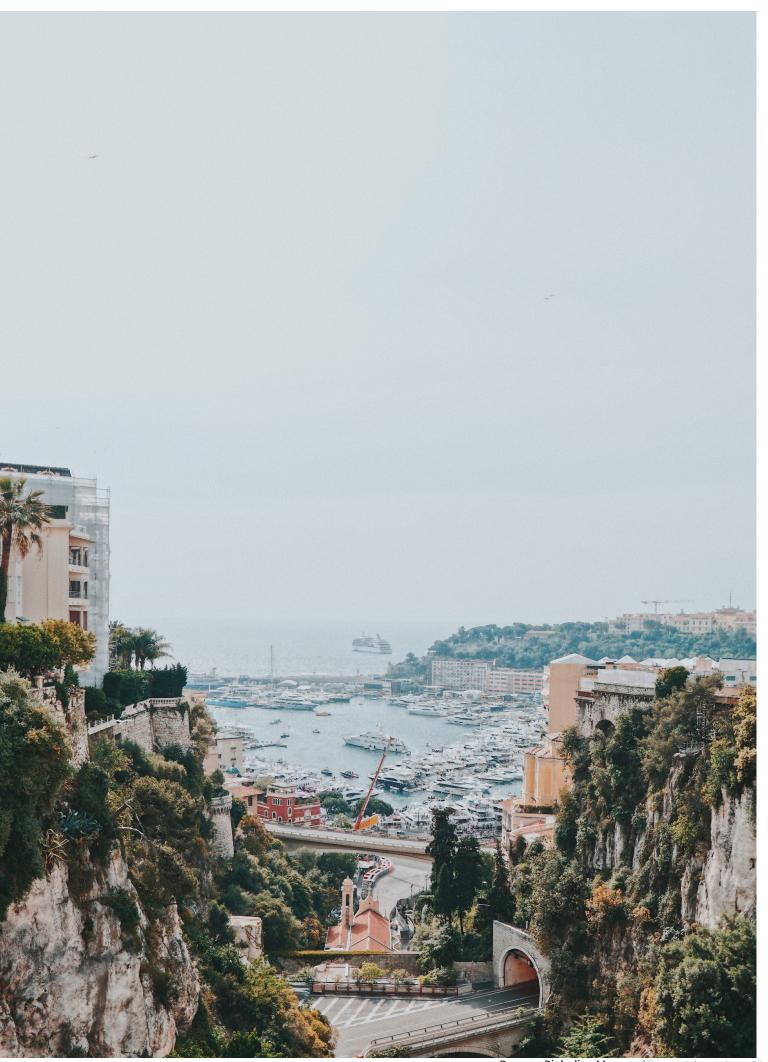
HUITIÈME RÉSOLUTION

L'Assemblée Générale Ordinaire prend acte de la démission de Madame Bettina RAGAZZONI, expert-comptable, domiciliée au 2, rue de la Lüjerneta à Monaco de son mandat de Commissaires aux Comptes.

Compte tenu de ce qui précède, l'Assemblée Générale Ordinaire prend acte de la nomination de Monsieur Xavier CARPINELLI, expert-comptable, domicilié au 2, rue de la Lüjerneta à Monaco en remplacement de Madame Bettina RAGAZZONI, pour la durée restant de son mandat de son prédécesseur soit pour l'exercice 2022.

NEUVIÈME RÉSOLUTION

L'Assemblée donne tous les pouvoirs au porteur d'un exemplaire des présentes à l'effet d'effectuer tous dépôts ou toutes formalités prescrites par la loi.



MONACO

8, avenue de Grande-Bretagne BP 262 MC 98005 Monaco Cedex +377 92 16 55 55





www.banquerichelieumonaco.com